

HENRI WEBER

Sur la politique internationale de l'URSS

L'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge constitue un fait nouveau dans la politique extérieure de l'Union soviétique : c'est la première fois, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, que l'URSS occupe militairement un pays non aligné, en dehors de tout accord préalable avec l'impérialisme et en l'absence de menace de guerre mondiale imminente.

Survenant après l'intervention cubaine en Afrique australe, vietnamienne au Cambodge (dont ni l'une ni l'autre n'aurait pu avoir lieu sans l'appui logistique de l'URSS) et des Soviétiques eux-mêmes en Éthiopie, le « coup de Kaboul » nourrit une vaste campagne de presse visant à accréditer aux yeux des travailleurs d'Occident le thème de l'expansionnisme soviétique : l'occupation russe de l'Afghanistan, lit-on à longueur de colonnes, s'inscrit dans la poussée historique des Slaves vers les « mers chaudes ». Elle vise, à moyen terme, le contrôle des États pétroliers de la région et des voies de communication stratégiques de l'Occident. Elle marque un tournant dans les relations internationales : à la stratégie de détente des années 1956-1976, se substitue progressivement une stratégie de confrontation — pas encore de « guerre froide » mais déjà de « paix chaude » — où l'URSS s'efforce de modifier unilatéralement en sa faveur l'équilibre mondial des forces. Ce tournant s'explique par la

supériorité militaire acquise par l'Union soviétique dans le cadre de la « détente » et par le néo-isolationnisme américain provoqué par la guerre du Vietnam. Il est appelé à durer, voire à s'accroître, tant que l'Occident n'aura pas rétabli l'équilibre et surmonté ses complexes...

A cette interprétation dominante des événements d'Afghanistan, le PCF oppose la thèse brejnevienne : l'aide fraternelle apportée — à leur insistante demande — par les camarades soviétiques aux peuples travailleurs d'Afghanistan vise à défendre la révolution afghane contre les corps francs féodaux soutenus, via le Pakistan, par la réaction islamique et l'impérialisme américain. Loin de marquer une rupture avec la stratégie de coexistence pacifique, elle en constitue au contraire une application exemplaire : la coexistence pacifique, en effet, n'est pas la reconnaissance résignée du statu quo. Elle est la continuation de la lutte des classes sous toutes ses formes, excepté la guerre. Le camp socialiste s'engage à ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres nations, mais à condition que l'impérialisme fasse de même. Il s'abstient d'exporter la révolution, mais à condition que l'impérialisme n'exporte pas la contre-révolution. Si l'impérialisme intervient contre un peuple libre pour bloquer sa marche légitime vers l'indépendance et la démocratie, le camp socialiste, fidèle à son devoir internationaliste, lui donnera les moyens de repousser cette agression : il en fut ainsi au Vietnam, en Égypte, à Cuba, en Afrique... Il en est ainsi aujourd'hui en Afghanistan.

Alors ? « Impérialisme soviétique » ? « Internationalisme prolétarien » ? L'une et l'autre interprétation sont aussi vieilles que la Russie stalinienne, et ont été déjà plusieurs fois réfutées par les marxistes-révolutionnaires. Il ne semble pas inutile toutefois de les discuter à nouveau, à la lumière des événements récents. De même d'ailleurs que l'interprétation trotskyste du concept de « défense du statu quo ». A travers cet examen, on essaiera de répondre à la question : dans quelle mesure les modifications structurelles du cadre international, survenues au cours des trente dernières années, influent-elles sur la politique extérieure de l'Union soviétique ?

« L'impérialisme soviétique » : un ours en papier ?

La thèse de « l'impérialisme soviétique » — du « social-impérialisme » comme disent les Chinois — comporte d'innombrables versions. Du côté des idéologues libéraux, les moins frustrés admettent qu'il s'agit là d'un impérialisme différent, dans ses ressorts, de l'impérialisme capitaliste qui engendra la grande expansion coloniale de l'Occident à la fin du XIX^e

siècle. Le fondement de « l'impérialisme soviétique » serait moins économique que politique et idéologique : il est en effet dans la nature du « totalitarisme » d'être expansionniste et agressif. Convaincus de détenir la Vérité, d'incarner la Raison et la Justice universelles, de figurer le Sens de l'Histoire, les dirigeants soviétiques sont d'autant plus disposés à faire le bonheur des peuples malgré eux qu'ils perçoivent tout système social différent comme une injure et une menace intolérables. En raison des tensions extrêmes qu'il impose à ses citoyens, des échecs économiques qu'il accumule, « l'État totalitaire » ne peut se maintenir qu'en unifiant ses sujets dans un messianisme national face à un péril extérieur. Organisé pour la puissance militaire (et ne réunissant que dans l'accumulation de cette puissance), il finit nécessairement par s'en servir. Il en fut ainsi avec les « totalitarismes » nazi, fasciste, nippon; il en est ainsi avec les « totalitarismes » soviétique, chinois, cubain, vietnamien... Le marxisme est une religion sécularisée, le Mouvement communiste international une Église universelle (et comme toutes les Églises, il a ses hérésies, ses schismes, ses sectes), les États socialistes sont des théocraties où les grands prêtres détiennent tous les pouvoirs... Rien d'étonnant à ce qu'à l'intérieur, ils connaissent l'Inquisition et les procès en sorcellerie; à l'extérieur, les guerres saintes et les croisades...

Sentant l'inconsistance et l'idéalisme de ces considérations, des théoriciens venus du marxisme se sont efforcés de donner un contenu économique au concept : par sa politique impérialiste, la bureaucratie soviétique vise à maximiser son revenu national, « non pas afin d'élever le niveau de vie des masses mais d'accroître son propre pouvoir, sa propre richesse, ses propres privilèges »¹.

Malheureusement pour leurs partisans, ces belles et simples constructions ne résistent pas à l'analyse. Superficiellement, elles semblent rendre compte des faits : le système social soviétique ne s'est-il pas étendu depuis trente ans alors même que les vieux empires coloniaux s'effondraient ?

Mais c'est au prix d'une confusion — aussi illégitime que volontaire — entre *extension de la révolution socialiste* et *expansion « impérialiste » de l'URSS*. Ce qui n'est pas la même chose, comme l'attestent les exemples yougoslave, cubain et surtout chinois.

L'URSS expansionniste malgré elle ?

En réalité, tout observateur un tant soit peu honnête sait bien qu'excepté les États du glacis oriental — et encore ! — toutes les révolu-

tions victorieuses des trente dernières années, non seulement n'ont pas été manigancées par Moscou, comme les dirigeants impérialistes feignent de le croire, mais ont précisément vaincu en dépit de la bureaucratie soviétique et malgré les bâtons qu'elle leur mettait dans les roues : Tito, Mao, Ho-Chi-Minh, Kim-Il-Sung, Castro se sont emparés du pouvoir contre la volonté et les pressions du Kremlin. Inversement, Togliatti, Thorez ont remis en selle leurs bourgeoisies respectives conformément à cette volonté. Les démocraties populaires elles-mêmes, initialement conçues, ainsi que leur nom l'indique, comme des républiques parlementaires, pluralistes et neutralistes, dirigées par des fronts nationaux diversement pondérés, n'ont été « structurellement assimilées » à l'URSS qu'en raison de la rapide dégradation des relations entre Soviétiques et Occidentaux, en 1947-1948, annonciatrice de la guerre froide : ayant obtenu à Yalta la restitution des territoires enlevés à l'URSS en 1919-1921 et une « zone d'influence » garantissant la sécurité de sa frontière occidentale, Staline s'en est tenu à un strict respect des accords signés avec les Anglo-Américains, ne négligeant aucun effort pour les imposer aux partis communistes récalcitrants.

Certes, une fois mise devant le fait accompli des processus révolutionnaires ou des révolutions victorieuses, la bureaucratie soviétique leur a consenti une aide ajustée et conditionnelle en vue d'en acquérir le contrôle, ou au moins de solides moyens de pression sur leur cours. En vue de conforter aussi son image de « patrie de la Révolution », indispensable tant à son dispositif de domination idéologique des masses soviétiques qu'à sa politique d'alliance avec les mouvements anti-impérialistes du tiers-monde. Ce qui n'ôte rien au fait que ces révolutions se sont produites en dehors d'elle et contre elle.

Ainsi, « l'impérialisme soviétique » se distinguerait de tous les autres en ce que son « empire » s'étendrait contre son gré ! Mieux : les fruits de son expansion s'avèrent empoisonnés. La périphérie se dresse contre le centre : après le schisme yougoslave survient le schisme maoïste. Dans l'intervalle, Cuba dénonce l'opportunisme des partis communistes latino-américains et s'efforce de briser l'étau du blocus US en exportant ses méthodes de lutte en Amérique latine et en Afrique noire... On le voit, l'identification entre extension de la révolution et expansion de l'URSS est confusionniste à souhait. *En attribuant à la politique extérieure soviétique des résultats qu'elle n'a pas visés mais subis, elle s'interdit de comprendre la nature de cette politique.*

En réalité, la fonction idéologique de cet amalgame est claire : elle vise à travestir les interventions contre-révolutionnaires des impérialismes occidentaux en actions de légitime défense du « monde libre » face à

«l'expansionnisme soviétique».

La dénonciation du «péril rouge» constitue en fait, depuis des décennies, la couverture idéologique utilisée par l'impérialisme pour bloquer les changements internes défavorables à ses intérêts et perpétuer le pillage du tiers-monde. Bien avant que l'URSS se soit dotée de puissants moyens militaires, alors que le rapport des forces stratégiques était massivement en faveur de l'impérialisme, celui-ci dénonçait déjà «l'expansionnisme» et «l'agressivité» du Kremlin, et préconisait une politique de «*containment*» (endiguement) et de «*roll-back*» (refoulement) de «l'impérialisme soviétique». C'est au nom de cette doctrine que les impérialistes occidentaux, et en premier lieu l'impérialisme américain, se sont érigés en gendarmes du monde, au service des oligarchies rétrogrades et des dictatures militaires.

La campagne actuelle sur la supériorité militaire de l'URSS et sa reconversion à la «guerre froide» vise à légitimer aux yeux des travailleurs d'Occident, quelque peu échaudés par l'expérience vietnamienne, une nouvelle vague d'interventions militaires directes de l'impérialisme contre les peuples des pays dominés en lutte contre «l'échange inégal». Interventions directes rendues de plus en plus nécessaires à mesure que s'accroissent l'instabilité et la paupérisation engendrée par la division impérialiste du travail.

L'URSS «fer de lance de la révolution»?

La thèse symétrique, selon laquelle la politique extérieure de l'URSS est fondamentalement au service des opprimés et de la paix face à l'impérialisme belliqueux et exploiteur, est tout aussi illusoire : comme la Chine pour Pinochet, l'URSS n'hésite pas à soutenir les régimes les plus réactionnaires si elle le juge utile à ses intérêts d'État. Elle passe alors allègrement le mouvement populaire et le parti communiste dans les profits et pertes, quand elle ne leur enjoint pas, purement et simplement, de se dissoudre et s'intégrer au parti unique de l'oligarchie locale. Ainsi, l'URSS a engouffré des centaines de millions de roubles dans le soutien à Sadate, avant qu'il n'expulse, en vingt-quatre heures, ses dix-sept mille «conseillers». De même a-t-elle longuement soutenu «la dictature réactionnaire de Daoud» en Afghanistan avant le coup d'État de 1978.

Et les militants du PCF ont-ils oublié le soutien spectaculaire apporté à de Gaulle en 1968, à Pompidou en 1969, à Giscard en 1974 et 1978? Ont-ils oublié la protestation officielle de leur propre parti après la visite

démonstrative de l'ambassadeur Vinogradov à l'Élysée, entre les deux tours de l'élection présidentielle?

Le conservatisme bureaucratique

En réalité, la politique extérieure de l'URSS ne vise ni à l'expansion mondiale du système social soviétique, ni à la défense des intérêts historiques «des prolétaires de tous les pays». Elle n'est ni impérialiste ni internationaliste. Elle est fondamentalement conservatrice : son objectif est «l'édification du socialisme dans un seul camp», c'est-à-dire le développement de l'URSS et de ses satellites. Cet objectif prime toute autre considération, et en particulier tout nouveau progrès de la révolution mondiale.

Cette priorité exprime la fonction sociale de la politique extérieure de l'URSS. Celle-ci vise à défendre les intérêts nationaux et sociaux de la bureaucratie soviétique, l'État que cette bureaucratie contrôle, le système social où elle puise sa puissance.

Ces intérêts sont menacés d'une part par l'impérialisme, qui rêve d'éliminer la menace potentielle que représente pour lui ces sociétés de transition — même bloquées et bureaucratiquement dégénérées — au socialisme, et les réintégrer à sa division internationale du travail.

D'autre part, ils sont menacés par les mouvements révolutionnaires autonomes, échappent au contrôle de la bureaucratie du Kremlin, et susceptibles en conséquence de contester non seulement son leadership sur le «camp socialiste», mais, par leur rayonnement et leur impact antibureaucratique sur les travailleurs d'URSS, d'ébranler le mode de domination bureaucratique lui-même.

Cette lutte sur deux fronts, inhérente à la défense des intérêts bureaucratiques, induit ce que les marxistes-révolutionnaires désignent comme politique de défense du statu quo international : face à l'impérialisme, il s'agit à la fois d'interdire toute dégradation unilatérale du rapport des forces, qui renforcerait les risques d'agression, et d'éviter toute dynamique d'affrontement. Il s'agit de prévenir les conflits et, simultanément, de dissuader les agresseurs éventuels au cas où, comme en Corée ou au Vietnam, l'URSS se trouverait impliquée dans une épreuve de force sans l'avoir voulu. La bureaucratie soviétique s'y emploie en s'efforçant de mettre en place des structures de concertation avec l'impérialisme américain en vue du règlement négocié de tout litige. Et de préserver, voire d'améliorer, l'équilibre des forces, tant en augmentant son propre potentiel technologique et militaire qu'en jouant des contradictions inter-

impérialistes et des antagonismes « Nord-Sud » entre nations impérialistes et pays dominés.

Face aux processus révolutionnaires, la bureaucratie soviétique s'efforce d'utiliser les mouvements ouvriers ou anti-impérialistes, par l'intermédiaire des PC ou, de plus en plus, au moyen d'alliances directes, dans son jeu de confrontation-concertation avec l'impérialisme. Ce qui implique un certain degré d'aide et d'assistance politique, diplomatique, matérielle, militaire. Mais cette aide reste subordonnée, dans son ampleur et sa nature, aux impératifs stratégiques de Moscou : éviter la confrontation directe avec l'impérialisme; préserver l'équilibre mondial des forces entre les deux « camps ».

Les fondements idéologiques du conservatisme bureaucratique

Ce conservatisme bureaucratique ne relève nullement d'un « double langage » communiste : internationaliste et révolutionnaire en parole, nationaliste et modéré dans les faits. Il est dûment fondé en doctrine dans la théorie stalinienne de « l'édification du socialisme dans un seul pays » (1924) et ses divers avatars : la théorie de l'édification du socialisme dans un seul camp (1949); la théorie de la coexistence pacifique (1957).

Selon cette théorie, l'aile marchante de la révolution socialiste n'est plus la classe ouvrière internationale ou les prolétaires des colonies en lutte contre l'impérialisme, mais l'édification de la société socialiste, puis communiste, en URSS : le jour où les nations capitalistes, ravagées par la crise, se verront confrontées à une Union soviétique les surclassant à tout point de vue, y compris celui du niveau de vie par tête d'habitant, ce jour-là, la supériorité historique du socialisme s'imposera à tous et sonnera le glas du vieux monde, y compris dans ses sanctuaires occidentaux. En attendant, le devoir du mouvement ouvrier et progressiste est de promouvoir les conditions les plus favorables à l'édification du communisme en URSS : la paix et la coopération internationale. C'est là la voie la plus courte et la plus économique pour leur propre émancipation.

D'où deux théories corollaires, écartant l'une et l'autre toute perspective de révolution : la théorie de la révolution par étape, dans les pays dominés, remake à peine adapté des thèses menchéviques sur la révolution russe : dans les pays du tiers-monde, l'heure est à la révolution démocratique-bourgeoise, non à la révolution socialiste. Cette révolution bourgeoise doit être conduite par la bourgeoisie nationale anti-impérialiste, non par la classe ouvrière. Celle-ci doit prendre sa place au sein du

« bloc des quatre classes », auprès de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie urbaine, sous direction bourgeoise. Elle doit régler ses revendications et ses méthodes de lutte sur ce que peuvent assumer ses alliés. La révolution démocratique bourgeoise ne débouche pas sur la destruction du capitalisme mais libère au contraire ce dernier de ses entraves et permet son plein essor. Elle ne débouche pas sur l'État de dictature du prolétariat, mais sur une République démocratique et parlementaire. Ces bouleversements économiques et politiques créent les conditions d'un développement impétueux de la classe ouvrière nationale et posent donc à terme le problème du passage au socialisme.

Cette stratégie, appliquée scrupuleusement par les PC dans la plupart des pays coloniaux, ne remet donc nullement en cause l'ordre capitaliste. Elle éclaire le fait que dans l'écrasante majorité des cas ce sont des forces politiques bourgeoises ou petites-bourgeoises qui ont pris la tête des mouvements d'émancipation nationale, substituant la domination néo-impérialiste à la domination coloniale classique.

En ce qui concerne les pays capitalistes avancés, la révolution socialiste n'est pas davantage à l'ordre du jour. Dans la mesure où ils sont contrôlés par la bureaucratie soviétique — et jusque dans les années soixante ils l'étaient étroitement —, les PC sont « invités » à agir sur leurs bourgeoisies respectives pour qu'elles mettent en œuvre une politique extérieure aussi favorable que possible aux intérêts de l'URSS, soit en exerçant une pression directe du mouvement ouvrier (1929-1933, 1947-1952...), soit, le plus souvent, au moyen de fronts populaires ou de fronts nationaux, vastes alliances de classes entre le mouvement ouvrier et la « bourgeoisie républicaine », par lesquelles le premier s'engage à maintenir l'ordre intérieur en échange d'une politique de « paix et de progrès social ». Si l'on dresse le bilan historique du PCF, force est de constater qu'en soixante ans d'existence, il ne s'est jamais lancé à la conquête du pouvoir, mais s'est au contraire régulièrement employé à reconstituer l'ordre bourgeois, chaque fois que celui-ci était sérieusement ébranlé par le mouvement des masses : en 1936, comme en 1945, comme en 1968. Ce qui n'a pas empêché la bourgeoisie française de stigmatiser chaque fois la subversion totalitaire orchestrée de l'étranger !

On peut en dire autant de tous les PC des pays capitalistes avancés, y compris du PC portugais qui, loin de préparer dans l'ombre un « coup de Prague à Lisbonne », comme l'ont proclamé une fois de plus la bourgeoisie et la social-démocratie occidentales, s'est borné à conquérir le maximum de positions de pouvoir dans une société et un État dont ils ne remettaient en cause ni la nature capitaliste ni l'appartenance à la zone d'influence occidentale².

Une politique de défense du statu quo

La thèse de «l'impérialisme soviétique», pas plus que celle de «l'internationalisme soviétique» ne cadrent donc avec les faits et rendent compte de la politique extérieure de l'URSS. Celle-ci apparaît bel et bien comme une politique de défense du statu quo avec l'impérialisme, étant entendu que défense du statu quo ne signifie pas culte de l'immobilisme mais défense d'un rapport de forces international qui décourage toute agression impérialiste et consolide le pouvoir de la bureaucratie.

Dans un monde fondamentalement instable et mouvant, une telle défense ne saurait être que dynamique : l'évolution du rapport des forces entre les classes à l'échelle internationale, comme l'attitude des divers impérialismes, constituent en effet des coordonnées largement indépendantes de la bureaucratie soviétique. Elles sont déterminées par une multiplicité de facteurs sur lesquels les hommes du Kremlin n'exercent qu'une faible prise. Il ne dépend que faiblement d'eux, par exemple, que l'ayatollah Khomeiny détrône le Shah, que les sandinistes triomphent au Nicaragua, que le complexe militaro-industriel américain relance la course aux armements, ou que Joseph Strauss l'emporte sur Helmut Schmidt en RFA...

Chacun de ces événements — et mille autres avec eux — affecte, parfois de façon sensible, l'évolution du rapport des forces. La défense du statu quo avec l'impérialisme exige donc une action internationale visant à prévenir les menaces, à désamorcer les poudrières, à compenser les reculs, à interdire dans la mesure du possible à l'adversaire d'exploiter des situations de fait à son seul profit. Comme elle exige de l'URSS un effort considérable d'équipement militaire, en vue de rattraper son retard initial et d'accéder à la parité stratégique avec l'impérialisme.

En ce domaine, celui-ci s'est toujours efforcé — et s'efforce encore — de maintenir une supériorité qualitative sur l'URSS, relançant la course à chaque progression des Soviétiques. Cette supériorité, en effet, permet aux Américains de tenir l'URSS en respect au cours de leurs opérations de police dans le monde. Elle leur a permis, par exemple, d'écraser sous les bombes la République du Nord-Vietnam, «partie inviolable du camp socialiste», et miner ses ports...

Comme le montre plus bas Alain Joxe, chaque relance de cette course aux armements est précédée d'une intense campagne de presse, orchestrée par le lobby militaro-industriel, dénonçant la «supériorité militaire soviétique». L'avant-dernière date de 1960 : pour justifier devant le Sénat américain l'énorme effort financier nécessaire au passage d'une «stratégie anti-cité» à une «stratégie anti-force», Kennedy surévalue de

vingt-huit fois le potentiel soviétique³! Il n'en demeure pas moins vrai qu'à la phase de supériorité absolue des Américains (1945-1951, phase de leur monopole atomique) a succédé une phase de supériorité relative de moins en moins accentuée et que l'évolution tendancielle, à terme, est à la parité. D'où la nouvelle relance de la course aux armements décidée par l'administration Carter dès 1978-1979, soit bien avant l'occupation de l'Afghanistan par l'Armée rouge.

La défense du statu quo dans l'après-guerre

Cette appréhension de la politique extérieure de l'URSS comme défense dynamique du statu quo dans les rapports de force avec l'impérialisme en vue de « l'édification du socialisme dans un seul camp » rend compte de façon adéquate des fluctuations de la politique internationale soviétique depuis la victoire de la fraction stalinienne.

Pour n'en rester qu'aux trente dernières années :

— Elle rend compte des accords de Yalta (4 février 1945), restituant à l'URSS les territoires de l'ancien empire russe, perdus en 1921, et couvrant la frontière occidentale d'un « glacis » d'États amis, les « démocraties populaires », initialement conçues non à l'image de l'URSS, mais comme des républiques parlementaires — des « démocraties bourgeoises » — où seulement les racines du fascisme seraient extirpées. Ce n'est qu'en raison de la dégradation rapide des relations avec les puissances occidentales confrontées à la vague révolutionnaire de 1944-1947, et en particulier de leur intention manifeste de réintégrer l'Allemagne dans leur camp en vue de la tourner à nouveau contre l'Union soviétique, que Staline s'engagea dans « l'assimilation structurelle » des démocraties populaires.

— Elle rend compte de la phase de tension et de confrontation ouverte en 1947-1948, à la suite de la violation occidentale des accords de Yalta sur l'Allemagne et visant à les contraindre à les respecter. Phase marquée par la fondation du Kominform, le blocus de Berlin, le « coup de Prague »...

Cette politique s'avéra vite catastrophique : elle ne parvint pas à faire céder les Occidentaux mais, accréditant l'idée de l'expansionnisme soviétique, elle fit rapidement perdre à l'URSS le prestige considérable acquis dans la lutte contre le nazisme et renforça les secteurs les plus agressifs de la bourgeoisie.

Aussi, très vite, bien avant le XX^e congrès du PCUS, les maîtres du Kremlin prirent le tournant vers la « détente » et la « coexistence pacifi-

que » : dans un monde « bi-polaire » dominé par l'URSS et les USA, la bureaucratie soviétique « s'efforce de restructurer les relations internationales sur la base d'accords cadres avec les États-Unis et les grands pays industriels par des traités internationaux conclus sous l'égide de l'ONU »⁴. La défense du statu quo prend les traits de la défense de la paix. La « compétition économique entre le capitalisme et le socialisme » est explicitement présentée comme leur terrain de confrontation décisif.

Devant quatre-vingt-un partis communistes et ouvriers réunis à Moscou, Krouchtchev affirme que l'URSS aura « rattrapé et dépassé » les pays d'Europe occidentale dès 1965, les États-Unis dès 1975. L'avance soviétique dans la conquête de l'espace confère à ses propos quelque crédibilité... L'aide aux mouvements de libération nationale est subordonnée à cette politique d'entente et d'accords avec l'impérialisme. Elle se limite, dans les meilleurs des cas, aux moyens de résister aux agressions impérialistes, en vue de l'engluier et de lui imposer un compromis négocié. Elle est insuffisante pour infliger à l'impérialisme une défaite sanglante : le Vietnam bombardé reçoit les moyens de tenir, mais non l'armement sophistiqué permettant d'assurer l'inviolabilité de son ciel. Il l'emporte, au prix de sacrifices inouïs, largement en raison de la démoralisation et de la solidarité que sa résistance acharnée suscite au sein de l'armée américaine et aux États-Unis eux-mêmes.

L'aide apportée aux mouvements de libération nationale vise, par ailleurs, à en faire les clients de l'URSS, et à assurer ainsi une influence soviétique dans les futurs États indépendants qu'ils sont appelés à constituer. Elle ne vise pas à détruire le capitalisme dans les ex-colonies et à les intégrer au bloc soviétique. C'est au contraire souvent l'intransigeance bornée des anciennes métropoles ou de l'impérialisme dominant qui radicalise dans ces pays les mouvements de libération nationale et les « jette dans les bras de Moscou » : tel fut l'effet de l'intervention franco-britannique de Suez pour l'Égypte nassérienne ou du blocus américain contre Cuba. Car, contrairement aux vœux pieux krouchtcheviens, les centres impérialistes « exportent » plus que jamais la contre-révolution. Directement, ou par services secrets interposés, ils interviennent dans plusieurs dizaines de pays pour les maintenir dans l'orbite capitaliste.

Krouchtchev, puis Brejnev, multiplient néanmoins les propositions de désarmement général et contrôlé. La course aux armements exige, en effet, un effort beaucoup plus considérable de la part de l'URSS que des USA. Elle constitue un lourd handicap pour l'économie soviétique, un stimulant pour celle des États-Unis. Aussi, un ralentissement du rythme de la compétition, débouchant sur un « gel » de la course, puis sur une réduction des armements, constituent-ils un objectif essentiel de la diplo-

matie soviétique.

Le caractère défensif, conservateur, de la politique extérieure de l'URSS paraît si évident, la thèse d'une menace soviétique si irréaliste, que de Gaulle quitte l'OTAN et entame une politique « d'ouverture à l'Est », bientôt suivi par Willy Brandt.

Entre 1970 et 1975, une série de grands accords internationaux sont signés. Traité de paix soviéto-allemand, le 11 août 1970, par lequel la RFA reconnaît les frontières nées de la guerre. Accord quadripartite sur Berlin, le 3 septembre 1971. Accords Salt 1, réglant la course aux armements, en mai 1972. Accords de Paris, mettant fin à l'engagement américain direct au Vietnam, le 27 janvier 1973. Accord sur la prévention de la guerre nucléaire, le 22 juin 1973, établissant une procédure de consultations propres à enrayer tout glissement vers une confrontation⁵. Accord de Vladivostok, le 24 novembre 1974, prolongeant et précisant l'accord Salt 1 et ouvrant la voie au Salt 2, sur la base d'une reconnaissance du droit des Soviétiques à la parité. Accord d'Helsinki sur la sécurité en Europe, le 1^{er} août 1975, consacrant le statu quo sur le vieux continent...

Crise de la détente : le nouveau cadre international

Malgré bien des « bavures », la coexistence pacifique a ainsi dominé les relations internationales pendant plus de vingt ans. Assiste-t-on aujourd'hui à un « saut de qualité » dans ces relations, au retour de la « guerre froide » ? Y a-t-il eu « tournant stratégique » de la part de l'URSS ? Nombreux sont ceux qui l'affirment aujourd'hui, y compris à gauche. Ainsi, Patrick Viveret, rédacteur en chef de la revue *Faire*, mensuel politique des rocardiens : dans l'éditorial du n° 52 (février 1980), il prétend que, totalement défensive il y a une quinzaine d'années, cette politique est désormais résolument offensive. Explication de ce tournant : la conjonction de difficultés économiques et politiques internes (nationalités, succession de Brejnev, crise agricole) et du renforcement considérable du potentiel militaire soviétique, aurait incité l'appareil militaire — de plus en plus influent — à exploiter la supériorité stratégique provisoire de l'URSS « pour compenser sur le plan géopolitique une certaine fragilité interne »⁶.

Cette analyse, qui fonde la politique extérieure soviétique exclusivement sur des considérations internes, fait bon marché de l'évolution du cadre international depuis 1975, et reste fort discrète sur les responsabilités particulières des duettistes Carter et Brzezinski.

Or, si les modifications internes à l'URSS, et en particulier son renforcement technologique et militaire, revêtent effectivement une grande importance, c'est l'évolution des coordonnées internationales de la politique extérieure soviétique qui semble toutefois décisive pour comprendre son cours présent.

Le cadre politique international s'est en effet sensiblement modifié par rapport aux trois décennies précédentes :

— En premier lieu, le rapport international des forces entre les classes s'est dégradé aux dépens de l'impérialisme : la guerre du Vietnam et son issue ont engendré une profonde crise idéologique de la société américaine. Cette crise s'est traduite, à l'intérieur, par l'éviction de Nixon au terme du « Watergate », à l'extérieur par l'incapacité temporaire d'engager les GI's dans un nouveau bourbier. Les mouvements anti-impérialistes ont remporté, en conséquence, d'importants succès en Afrique, Asie, Amérique centrale...

Simultanément se produisait la plus grave crise économique internationale de l'après-guerre (1974-1975), confirmant le retournement de tendance économique à long terme, l'entrée dans la « stagflation ». L'exacerbation des contradictions inter-impérialistes, le désordre monétaire et commercial, l'inefficacité croissante des techniques de régulations keynésiennes, la dépendance énergétique laissent planer la menace de graves crises mondiales, susceptibles de radicaliser les masses salariées considérant leurs conquêtes comme des droits.

Enfin, le renforcement de la puissance industrielle et militaire de l'URSS, très réel même s'il est loin de surclasser celui des États-Unis et de leurs alliés, rend l'Union soviétique moins vulnérable au chantage américain et conforte son aspiration au statut de puissance mondiale, à l'égal des États-Unis, c'est-à-dire de puissance ayant des intérêts mondiaux et donc des droits internationaux légitimes.

— En second lieu, au monde bi-polaire dans lequel s'est nouée la coexistence pacifique s'est substitué un monde « multi-polaire », « polycentrique », beaucoup plus difficile à cogérer par les deux grands.

Au sein du bloc occidental, le rapport des forces a évolué au profit de l'Europe et du Japon, tentés de plus en plus à se comporter en acteurs autonomes dans l'arène internationale. Dans les pays dominés, de nouveaux protagonistes sont apparus, forts de leurs ressources énergétiques ou en matières premières.

Au sein du « camp socialiste », le schisme maoïste a succédé au schisme yougoslave : la bureaucratie chinoise proclame la guerre inévitable avec « l'impérialisme soviétique », ennemi numéro un des peuples, et oriente sa diplomatie en conséquence.

Cette multipolarisation du monde ajoute ses effets à ceux de l'évolution de l'équilibre international des forces pour mettre en crise la « détente ».

La contre-offensive de Carter-Brzezinski

« Au début de son administration, déclare Zbigniew Brzezinski au *Figaro*, le président Carter s'était fixé deux objectifs : mettre l'Amérique au diapason de tout un monde qui se réveillait; renforcer la position stratégique des États-Unis. En ce qui concerne le premier point, nous avons accompli des progrès significatifs pour dissiper l'isolement dans lequel étaient tombés les États-Unis pendant les années soixante-dix. Aujourd'hui, nos relations avec l'Amérique latine, avec les Africains, avec les Chinois sont meilleures qu'il y a quatre ans. Nous avons démontré aux nations qui s'éveillent — les nouvelles nations du monde — que nous nous intéressons à leur sort. Du point de vue stratégique, nous avons aidé à rentabiliser l'OTAN. Nous mettons sur pied les forces de déploiement rapide. Nous avons augmenté en termes réels nos dépenses militaires. Bref, nous commençons à corriger les tendances négatives qui étaient si évidentes avant l'entrée à la Maison Blanche de Jimmy Carter. »⁷

Par-delà ses hésitations, contradictions, volte-face, l'objectif de la nouvelle administration américaine s'affirme clairement :

— Contre la lente dégradation du rapport des forces international, rétablir la suprématie indiscutée de l'impérialisme, et pour cela effacer aussi bien le « traumatisme indochinois » que la résignation à la parité stratégique avec l'URSS.

— Contre le lent relâchement des alliances occidentales, réinstaurer le leadership américain sur le « monde libre ». Pour n'être pas abandonnée, la politique de la détente n'en est pas moins subordonnée à ces deux objectifs.

Attribuant comme d'habitude ses déboires en Angola, au Mozambique, en Iran, au Nicaragua, non aux effets de son système d'oppression mais aux machinations de l'Union soviétique, l'impérialisme américain a rapidement ouvert les hostilités : campagne de réarmement moral dite des « droits de l'homme » destinée à discréditer le « socialisme réel » et reconstituer la bonne conscience de l'Occident; amendement Jackson-Vanik privant l'URSS de la clause de « la nation la plus favorisée » dans les relations avec les USA; accords sino-américain et sino-japonais (12 août 1978) qualifiés par les Soviétiques de « Munich oriental » en raison

de la « clause anti-hégémonique » clairement tournée contre l'URSS, que les Chinois y ont fait figurer; sabotage américain des négociations Salt 2; relance de la course aux armements; implantation en Europe des missiles Pershing et Cruise; mise en place de corps d'intervention rapide.

Cette politique a de toute évidence suscité une méfiance croissante de la part des Soviétiques, un doute croissant quant à la volonté du partenaire américain à perpétuer la détente sur une base de parité USA-URSS, et donc un changement d'accentuation de la politique extérieure du Kremlin : il s'agit bien toujours de « rendre irréversible la détente », mais le partenaire américain s'avérant décidément « indisponible », les impératifs de sécurité doivent primer toute autre considération, quitte à froisser quelque peu les règles formelles de la coexistence pacifique.

Le sens d'une invasion

C'est dans ce cadre que s'explique l'occupation soviétique de l'Afghanistan. Confrontée à la faillite du régime d'Amin, la bureaucratie soviétique est militairement intervenue à Kaboul pour éviter la constitution, sur son flanc sud, d'une nouvelle république islamique, démultipliant l'impact de l'intégrisme religieux et du nationalisme sur les républiques soviétiques musulmanes. La préoccupation des dirigeants soviétiques, face à la montée de l'intégrisme musulman, a été soulignée bien avant l'invasion de l'Afghanistan⁸. D'autant que l'exacerbation du conflit avec la Chine rend toute cette région stratégiquement importante. Intervenant dans un pays traditionnellement lié à l'URSS, gouverné de surcroît par des forces communistes depuis avril 1978, dans l'indifférence générale, le « coup de Kaboul », selon les Soviétiques, ne constitue pas en lui-même une véritable entorse à la coexistence pacifique. Celle-ci ne reconnaît-elle pas de facto à chaque camp le droit de ne pas tolérer de gouvernement hostile dans sa zone? Et l'URSS, puissance mondiale, menacée par un axe Pékin-Tokyo-Washington en constitution, ne peut-elle considérer ses frontières en Asie comme zone d'intérêt vital?

Il n'y a là ni expansion impérialiste vers les « mers chaudes », ni volonté de contrôler, à des fins de chantage, les sources d'approvisionnement pétrolier de l'Occident. Mais dans le cadre d'une conception bureaucratique, réactionnaire, de la défense de l'URSS, une volonté de se prémunir contre un durcissement offensif de l'impérialisme, que tout indique comme durable.

Est-il besoin d'ajouter que cette occupation militaire de l'Afghanistan

ne constitue pas davantage un acte d'internationalisme prolétarien, une aide fraternelle apportée par un grand pays socialiste à une jeune révolution aux abois? Elle représente au contraire un coup très dur pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire international, une bénédiction pour l'impérialisme dont les interventions à venir se trouvent à l'avance légitimées. Elle illustre bien le peu de cas que la bureaucratie soviétique fait des intérêts de la classe ouvrière et du socialisme, leur subordination à ses intérêts d'État.

Il reste qu'on doit se poser la question : quelle incidence exerce sur la politique extérieure de l'URSS les modifications structurelles du cadre international survenues au cours de ces dernières années? Dans quelle mesure le nouveau rapport des forces mondial entre les classes, d'une part, la nouvelle puissance militaire soviétique, de l'autre, affectent-ils la stratégie internationale du Kremlin? Le caractère défensif, timoré, conciliant, qu'a revêtu jusqu'ici cette politique n'est-il pas lié, dans une large mesure, à la faiblesse relative de l'URSS face à l'impérialisme? Au cas où cette disparité continuerait à se réduire, ne doit-on pas s'attendre à un cours plus offensif de la politique extérieure soviétique? Le chauvinisme des bureaucraties d'État au pouvoir dans les pays du «socialisme réel» nourrit déjà d'épineuses et explosives revendications territoriales des uns à l'égard des autres. Ne pourrait-il nourrir un expansionnisme bureaucratique, au cas où ces bureaucraties en trouveraient les moyens? Comment expliquer la virulence et la permanence des antagonismes nationaux entre l'URSS et la Chine, la Chine et le Vietnam, le Vietnam et le Cambodge, sinon en termes de chauvinisme de puissances?

Certes, contrairement à l'impérialisme capitaliste, cet expansionnisme n'aurait pas, fondamentalement, de ressorts économiques. Mais il existe un expansionnisme politique induit par la logique des rapports mondiaux de puissance : dans un monde marqué par l'antagonisme des puissances, et où la plupart des États structurellement instables constituent un enjeu dans la lutte pour la suprématie, la grande puissance qui ne se renforce pas internationalement s'affaiblit et risque de devenir la proie des puissances adverses.

La concurrence politique des États et des blocs sur la scène internationale crée une situation comparable à la concurrence capitaliste sur le marché : elle contraint à l'accumulation de puissance (donc à l'incorporation de nouveaux clients) sous peine d'affaiblissement qualitatif et donc, à terme, d'assujettissement.

Cette situation s'exacerbe avec l'avènement tendanciel d'un monde multipolaire où la compétition n'oppose plus deux «super-grands», mais quatre ou cinq protagonistes.

Aussi, en définitive, peu importe les intentions subjectives des bureaucrates du Kremlin. Peu importe, comme on l'a soutenu, que l'occupation de l'Afghanistan ait été imposée par la bureaucratie militaire à un Brejnev réticent et diminué, que les « faucons » l'aient emporté sur les « colombes ». Ce qui importe, ce sont les contraintes politiques des rapports mondiaux de puissance, dans lesquels l'URSS se trouve impliquée, qui l'incitent, les rapports de force étant désormais ce qu'ils sont, à étendre sa puissance aux divers points chauds du globe, à y renforcer son contrôle. Confrontée à la double menace de l'impérialisme et de la révolution, la bureaucratie soviétique ne sera-t-elle pas de plus en plus tentée, pour assurer sa sécurité, de favoriser, au besoin par les armes, la constitution de systèmes sociaux analogues au sien? C'est une question que pose l'occupation militaire de l'Afghanistan, sans permettre encore vraiment d'y répondre.

Henri Weber

1. Schachtman : *Bulletin intérieur du SWP*, 14 novembre 1939, cité par J.-J. Marie, in introduction à *En défense du marxisme*, EDI, p. 48.
2. Cf. D. Bensaïd, C. Rossi, C. Udry : *Portugal : la révolution en marche*, éd. Bourgeois, Paris, 1976.
3. Cf. David Horowitz : *De Yalta au Vietnam*, p. 361 : « Dès janvier 1961, Kennedy apprend que les évaluations de la force des missiles soviétiques, faites en décembre 1959, ont été réduites de 70 %. En juin 1961, elles furent ramenées à 15 % et, en septembre 1961, à 3,5 % du chiffre original. »
4. Philippe Devillers : *Guerre ou paix : une interprétation de la politique extérieure soviétique depuis 1944*, Balland, Paris, 1979.
5. Procédure utilisée quatre mois plus tard, à l'occasion de la guerre d'Octobre, déclenchée par l'Égypte et la Syrie contre Israël.
6. *Faire*, février 1980, n° 52, p. 4.
7. *Le Figaro* du jeudi 24 avril 1980.
8. Cf. Hélène Carrère d'Encausse : *l'Empire éclaté*. En août 1979, Jean Marceau écrivait, dans la revue *Faire* : « Ne voulant pas voir se développer une nouvelle zone d'instabilité à proximité de ses propres républiques musulmanes, l'URSS ne favorise pas les rébellions nationalistes au Pakistan et, pour ces mêmes raisons, accorde une grande attention à l'évolution de la situation iranienne. » (p. 21)